

Déclaration de Konrad Adenauer devant le Bundestag sur la construction du mur de Berlin (Bonn, 18 août 1961)

Légende: Le 18 août 1961, le chancelier allemand Konrad Adenauer s'adresse au Bundestag pour condamner le bouclage, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, de la frontière entre Berlin-Ouest et Est par les autorités de la zone d'occupation soviétique.

Source: Berlin (1944-1962), Dossier de l'affaire de Berlin, préparé par A. Molter, rapporteur. Paris: Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, 1962. 68 p. p. 44-48.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_konrad_adenauer_devant_le_bundestag_sur_la_construction_du_mur_de_berlin_bonn_18_aout_1961-fr-ef8c9cb2-d62d-453c-8a51-6809cc0871be.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Déclaration de Konrad Adenauer devant le Bundestag sur la construction du mur de Berlin (Bonn, 18 août 1961)

Les dirigeants au pouvoir dans la zone d'occupation soviétique d'Allemagne ont presque totalement paralysé, dans les premières heures du 13 août, la circulation entre le secteur soviétique et les trois secteurs occidentaux de Berlin. Des barbelés ont été disposés le long de la ligne de démarcation entre les secteurs; des formations importantes de la police populaire et frontalière ont pris position à la limite des secteurs pour couper le trafic entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. En même temps, des troupes de l'armée populaire nationale ont été concentrées à Berlin-Est.

Ces mesures de verrouillage ont été exécutées à la suite d'une décision prise le 12 août par les dirigeants de la zone. En les mettant en oeuvre, le régime d'Ulbricht a déclaré devant le monde entier, d'une façon claire et sans équivoque, la banqueroute politique de seize années d'une domination par la force. Par ces mesures, le régime d'Ulbricht a dû reconnaître qu'il n'est ni soutenu ni appuyé par la libre volonté des Allemands qui vivent dans la zone. Par ces mesures, le régime d'Ulbricht a confirmé que l'exercice par le peuple allemand du droit d'autodétermination ne peut plus être ajourné si l'on veut maintenir la paix dans le monde.

Ces mesures arbitraires dont le gouvernement fédéral a pris connaissance avec inquiétude et dégoût, sont en contradiction flagrante avec les accords quadripartis sur la libre circulation à l'intérieur du Grand Berlin ainsi que des accords quadripartis réglant la circulation entre Berlin et la zone.

En bloquant le trafic entre Berlin-Est et Berlin-Ouest, le régime de la zone a violé unilatéralement et avec une violence brutale les accords quadripartis existants et jusque-là reconnus par le gouvernement de l'U.R.S.S.

C'est avec grand regret que le gouvernement fédéral a constaté que cet acte arbitraire a eu lieu avec l'approbation du gouvernement de l'U.R.S.S., puissance dirigeante du Pacte de Varsovie. Par cette approbation, le gouvernement soviétique s'est mis en contradiction avec ce qu'il n'a cessé de proclamer : sa volonté de résoudre la question allemande et berlinoise par la voie des négociations. Tandis que, dans sa dernière conférence de presse du 10 août, le Président des Etats-Unis réaffirmait le désir de son gouvernement de mener des pourparlers sur la question de l'Allemagne et de Berlin, les hommes au pouvoir dans la zone ont répondu à cette volonté de paix et de négociation de l'Occident par des mesures militaires. Cette réaction fait apparaître aux yeux du monde entier – mieux que des paroles – que la crise actuelle a été déclenchée uniquement par la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne et de Berlin.

C'est le 10 novembre 1958 que le gouvernement de l'Union Soviétique a déclenché la crise berlinoise par ses déclarations. Depuis, dans d'innombrables notes et déclarations, il a fait observer que, quel que soit par ailleurs son objectif, il ne songeait nullement à porter atteinte à la liberté de Berlin-Ouest qu'il tenait, au contraire, à garantir solennellement. Comment ces déclarations pourraient-elles être compatibles avec les événements des derniers jours ? Les arrangements entre l'Union Soviétique et les trois puissances occidentales ont été déchirés, les tanks de l'armée populaire, la police populaire et les milices ouvrières qui ont été concentrés à l'intérieur et autour de Berlin-Est pour appuyer militairement une agression illégale contre le statut de la ville de Berlin, laissent pressentir quelle serait la garantie d'une soi-disant ville libre.

Le 13 août 1961, le monde a été témoin du premier pas fait vers la réalisation des objectifs annoncés. Le statut quadriparti de la ville de Berlin, valable selon les règles du droit international, a de nouveau été violé. La mesure la plus récente est en même temps la plus grave et la plus brutale. Les mesures de fermeture exécutées par les autorités de la zone d'occupation soviétique, sur l'ordre de leurs commettants, à l'intérieur de Berlin ainsi qu'entre la ville et la zone d'occupation soviétique doivent, de toute évidence, marquer le début de l'isolement de la partie libre de l'ancienne capitale allemande vis-à-vis du monde libre.

Le régime fantoche de la zone cherche en vain, dans sa décision du 12 août, à prouver la soi-disant nécessité de ces mesures de verrouillage. Le gouvernement fédéral n'estime pas devoir s'arrêter à analyser de telles déformations de la vérité et des allégations aussi mensongères. Il laisse aux réalités le soin de les réfuter.

Mais – le gouvernement fédéral tient à y insister – cette action illégale des dirigeants de la zone montre une fois pour toutes à l'opinion mondiale dans quelle partie de l'Allemagne le militarisme et l'agression sont mis en pratique.

Dans sa dernière note du 3 août 1961, l'Union Soviétique avait encore réclamé la conclusion d'un soi-disant traité de paix et la transformation de l'actuel statut quadriparti de la ville de Berlin – et seulement de la partie ouest de Berlin – en une soi-disant ville libre, en prétendant que cette mesure était nécessaire pour s'opposer au prétendu militarisme et à l'esprit revanchard dans la République fédérale.

Elle a cherché de nouveau à faire croire que des milieux responsables, dans la République fédérale, auraient l'intention de préparer des mesures belliqueuses contre l'Union Soviétique ou contre n'importe quel Etat du monde. Quiconque vient en République fédérale peut se rendre compte qu'il n'en est rien, bien au contraire, et que l'immense majorité des Etats est d'accord avec nous pour apprécier notre politique pacifique, exclusivement orientée vers la défense de nos intérêts vitaux. En revanche, quiconque se rend aujourd'hui à Berlin-Est et dans la zone, peut s'assurer de visu que les mesures qui y sont prises méritent d'être qualifiées, dans l'acception véritable du terme, de militaristes et de revanchardes. En outre, ces mesures ont été exécutées à un moment où le monde tout entier ne nourrit qu'un seul espoir, celui d'éviter un conflit armé. Dans cette situation déjà très sérieuse, les hommes au pouvoir dans la zone, par leurs préparatifs militaires, jouent avec le feu d'une façon fort dangereuse.

Le gouvernement fédéral estime indispensable d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur les raisons véritables de cette politique de violence. Ce n'est pas la politique soi-disant militariste et revancharde de la République fédérale qui a amené les dirigeants de la zone à dévoiler leurs intentions réelles, c'est le résultat de leur refus continu de donner aux Allemands vivant dans la zone le mode de vie que désirent ces derniers. Il est macabre et grotesque de voir aujourd'hui les représentants du régime d'Ulbricht prétendre que les Allemands de la zone auraient déjà exercé le droit d'autodétermination. L'afflux continu des réfugiés au cours des dernières semaines parle un autre langage, le langage de la réalité. Il est significatif de se remémorer à quelle date cet afflux de réfugiés a repris avec une plus grande intensité. Il a repris, alors que les menaces massives du Premier Ministre soviétique de conclure un traité de paix avec la zone ont fait apparaître aux habitants de la zone le caractère désespéré de leur situation. Pour eux, l'annonce d'un traité de partage est devenu un cauchemar auquel ils ont voulu échapper à tout prix. Dans leur désespoir, ils n'ont pas vu d'autre issue que de quitter leur foyer dans la zone en abandonnant tous leurs biens et en risquant tout pour commencer une nouvelle vie dans la liberté en s'établissant dans la République fédérale. Leur libre décision de renoncer à leur foyer a été la seule forme sous laquelle ils ont pu exercer le droit d'autodétermination personnel qui leur restait. Ils n'avaient plus qu'à « voter avec leurs jambes ». Par ce vote ces hommes ont montré au monde quel était leur désir véritable : ils veulent la liberté et non la servitude.

Le gouvernement fédéral possède la preuve irréfutable qu'en dépit de seize années du régime de terreur exercé par les fonctionnaires communistes dans la zone, plus de 90 % des Allemands qui y vivent rejettent le régime qui les opprime, méprisent l'état d'esclavage qui leur a été imposé et n'ont pas de désir plus ardent que d'être réunis aux Allemands qui vivent dans la liberté.

L'Union Soviétique ne cesse de prétendre que le statut actuellement en vigueur dans la ville de Berlin est l'une des causes des tensions existantes. Il est inutile de répéter que cette allégation est inexacte. Mais il est fort utile de souligner expressément qu'une solution du problème allemand sur la base de l'autodétermination est le meilleur moyen, le seul moyen d'éliminer les tensions et les difficultés. Une telle solution constituerait réellement une contribution véritable au maintien et à la garantie de la paix dans le monde.

Dans cette situation grave due à la violation du droit par les dirigeants de la zone, le gouvernement fédéral maintient les contacts les plus étroits avec ses trois alliés occidentaux. Il préparera les mesures nécessaires de concert avec eux.

Le gouvernement fédéral et ses alliés sont d'accord dans l'appréciation des dangers qui menacent le monde

libre. Les ministres des affaires étrangères des trois puissances occidentales et de la République fédérale se sont réunis à Paris il y a deux semaines. Je tiens à constater, à ma grande satisfaction, que ces entretiens se sont déroulés dans un esprit de plein accord mutuel. Ils ont été complétés et confirmés par une consultation approfondie entre les quatre puissances et tous leurs partenaires de l'O.T.A.N. Cela a permis de réaliser un accord complet sur les bases de l'attitude occidentale non seulement entre les puissances occidentales directement intéressées à la solution de la question allemande et nous-mêmes, mais aussi entre tous les partenaires de l'O.T.A.N. Le ministre américain des affaires étrangères, M. Dean Rusk, a informé le Conseil de l'O.T.A.N. à la suite des pourparlers entre les ministres des affaires étrangères de la France, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale ; à cette occasion, ledit Conseil a réaffirmé en toute clarté la volonté de tous les Etats membres de l'O.T.A.N. de maintenir la liberté à Berlin. En même temps, le Conseil de l'O.T.A.N. s'est déclaré convaincu, à plusieurs reprises, qu'une solution pacifique et équitable de la question allemande, y compris Berlin, ne peut être trouvée que sur la base du droit d'autodétermination du peuple allemand tout entier. Nous poursuivrons ces contacts au cours des semaines et des mois à venir et prendrons, en commun et en plein accord, les mesures nécessaires pour faire face aux tentatives soviétiques éventuelles de porter atteinte à la liberté de Berlin.

Mais tandis que les puissances occidentales et, notamment, le gouvernement fédéral qui représente la partie libre de l'Allemagne, ont fait preuve d'une patience infinie pour tenter de régler ces problèmes et évitent tout ce qui pourrait aggraver ou rendre plus critique la situation internationale, l'Union Soviétique croit pouvoir résoudre ces problèmes en approuvant les actions illégales des dirigeants de la zone, d'une façon qui est contraire au droit et aux nécessités de la sagesse politique. Dans cette situation, l'Europe et l'Alliance de défense nord-atlantique doivent préparer les mesures nécessaires au maintien de notre sécurité et de notre liberté. Le gouvernement fédéral a pris connaissance avec une grande satisfaction de l'excellente déclaration faite le 25 juillet par le Président Kennedy au peuple américain. Le gouvernement fédéral souscrit pleinement à cette déclaration. Il estime, lui aussi, que l'Ouest doit se préparer au danger qui le menace en groupant ses forces militaires. Nous savons – et l'Union Soviétique le sait aussi – que le potentiel militaire total de l'Ouest est supérieur à celui de l'Union Soviétique. En conséquence, les menaces lancées de temps à autre par le gouvernement soviétique contre tel ou tel des partenaires de l'O.T.A.N., annonçant qu'il anéantirait son territoire par des bombes atomiques sont dangereuses ; le gouvernement soviétique ne peut ignorer qu'un tel coup déclencherait un contre-coup qui l'anéantirait lui-même.

La République Fédérale d'Allemagne, elle aussi, devra prendre de son côté, dans le cadre de l'organisation de défense atlantique, des mesures en vue de renforcer sa capacité militaire, afin d'appuyer et de compléter les efforts entrepris en premier lieu par les Etats-Unis, mais aussi, dans une large mesure, par les autres Etats membres de l'O.T.A.N. C'est pour nous un devoir de conservation de nous déclarer, à une heure où il y va du sort de Berlin, de notre sort, solidaires de nos alliés occidentaux, et d'accomplir avec eux les efforts nécessaires pour parer au danger.

Cependant, nous sommes loin de voir, dans des mesures militaires, une solution de la crise créée artificiellement par l'Union Soviétique. Le gouvernement fédéral n'est pas convaincu que le Premier Ministre soviétique veuille déclencher une guerre qui anéantirait aussi son pays. Il croit, au contraire, qu'il est toujours possible de sortir, par des négociations, de la situation dans laquelle se trouve le monde. Il est prêt à appuyer toute tentative de négociation entre les quatre puissances compétentes pour Berlin et pour l'ensemble de l'Allemagne. Cependant, le gouvernement fédéral estime indispensable de faire observer que l'action unilatérale des dirigeants de la zone, qui a eu lieu avec l'approbation du gouvernement de l'U.R.S.S., pèse sur le désir de négociation de l'Occident.

Toutefois, le gouvernement fédéral ne renoncera pas à espérer que des pourparlers seront rapidement entamés et qu'ils permettront de résoudre le problème de l'Allemagne et, par là, la question berlinoise sur la base de l'autodétermination des peuples.

Le principe selon lequel il doit être donné aux peuples le droit de décider eux-mêmes de leur système politique, commence à triompher dans le monde entier. Le gouvernement fédéral espère fermement qu'il s'imposera aussi au coeur de l'Europe où ce droit continue à être refusé à seize millions d'Allemands. Comme il l'a déclaré à maintes reprises, le gouvernement fédéral répète, à cette occasion, qu'il est prêt à

coopérer à des plans offrant à l'Union Soviétique des garanties de sécurité en cas de réunification de l'Allemagne. Le 17 juin dernier, j'ai encore réaffirmé ici-même cette volonté. Le gouvernement fédéral n'a rien changé à son intention. Le rétablissement de l'unité allemande servirait non seulement la paix, mais aussi le désir de sécurité bien compris de l'Union Soviétique et de tous les autres peuples.

Les trois alliés occidentaux qui ont assumé, dans le cadre de l'accord quadriparti, une obligation particulière pour Berlin et pour l'Allemagne, ont adressé à l'Union Soviétique une protestation expresse et un sérieux avertissement. Ils ont qualifié les mesures prises d'illégales et de violation unilatérale et injustifiable des accords existants. Ils ont repoussé, à juste titre, l'allégation mensongère contenue dans la soi-disant recommandation des Etats du Pacte de Varsovie, prétendant que ces mesures seraient conformes à l'intérêt propre du peuple allemand ; et ils ont souligné que cette allégation n'était rien d'autre qu'une ingérence dans les affaires intérieures du peuple allemand.

Il serait facile de savoir ce que pense le peuple allemand de ces mesures brutales. Il suffirait d'interroger tous les Allemands dans la République fédérale, dans la zone d'occupation soviétique et dans tout Berlin. La réponse serait une condamnation passionnée de la part de l'immense majorité du peuple allemand.

Le gouvernement fédéral a le droit et le devoir de parler au nom du peuple allemand tout entier, par conséquent aussi des Allemands qui sont réduits au silence par les mesures de violence dans la zone d'occupation soviétique. Il adresse à l'Union Soviétique un appel pressant pour l'inviter, en cet instant critique, à considérer les choses d'une façon réaliste. Il devrait être déshonorant, pour un grand peuple, de protéger des créatures que méprisent leurs propres compatriotes. Le gouvernement russe et le peuple russe ne devraient pas s'abaisser à concourir à ce qu'une partie d'un grand pays voisin soit transformée contre la volonté de ses habitants en un camp de concentration. On devrait se rendre compte, à Moscou, que tous ceux qui, dans le monde, souscrivent au principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, reconnu par la Charte des Nations Unies, ne peuvent qu'éprouver un profond mépris pour un régime qui foule aux pieds ce droit d'autodétermination. Une réorganisation des rapports entre le peuple russe et le peuple allemand n'est pas concevable dans la voie où se sont engagées les autorités de la zone soviétique. Les Allemands de la zone ressentent de la haine et du mépris pour ceux qui abusent d'eux d'une façon aussi inhumaine. Et ils doivent nécessairement éprouver des sentiments analogues pour ceux qui soutiennent ce système. La fermeture des frontières est une déclaration d'impuissance sans précédent. Elle montre que les hommes qui sont obligés de vivre dans cette partie de l'Allemagne ne peuvent être empêchés que par la contrainte physique de quitter ce paradis de la classe ouvrière et paysanne.

Il n'existe qu'une seule possibilité de placer sur une nouvelle base les rapports entre le peuple russe et le peuple allemand : il faut rendre au peuple allemand le droit que l'on ne refuse à aucun peuple du monde de constituer, par une décision de volonté libre et indépendante, un gouvernement qui possède le mandat légitime de parler, d'agir et de décider au nom du peuple allemand tout entier.

Mais le gouvernement fédéral fait aussi appel aux gouvernements de toutes les nations du monde qui ont signé ou reconnu la Charte des Nations Unies. Les mesures exécutées ou annoncées par les autorités de la zone soviétique ne sont rien d'autre qu'une infraction flagrante à cette loi fondamentale qui doit être tout aussi valable pour l'ordre intérieur de tous les peuples du monde que pour les relations entre ces nations.

C'est avec une profonde émotion que le gouvernement fédéral évoque le sort personnel des millions d'habitants qui ont été frappés par ces mesures inhumaines. Près de trois millions et demi de nos compatriotes se sont enfuis de la zone et du secteur est de Berlin au cours des années passées parce qu'ils n'avaient pas d'autre moyen de vivre dans la liberté. Renonçant à leur profession, abandonnant tout ce qu'ils possédaient, ils ont aussi rompu les rapports humains qui les liaient à leur famille, leurs parents et leurs amis. Pour une quantité innombrable d'autres habitants qui voulaient faire de même, la porte de sortie est désormais fermée. Le gouvernement fédéral exprime l'espoir, mais en même temps la conviction que les pourparlers qu'il désire, lui aussi, débiteront par une levée de ces mesures. Rien ne pourrait mieux qu'un tel geste convaincre le peuple allemand que ces pourparlers serviront à maintenir la paix dans le monde et à réorganiser de façon durable les rapports entre les peuples.

Il ne suffit pas de parler de la paix : cette adhésion doit être suivie d'actes qui montrent que la paix ne doit pas seulement exister entre les peuples, mais, spécialement et avant tout, dans les peuples. Chaque individu a le droit de vivre en paix et l'esclavage est la forme la plus terrible d'une vie sans paix.

Le gouvernement fédéral et tous les habitants de la République Fédérale d'Allemagne se sentent, en ce moment, particulièrement proches des Allemands de la zone d'occupation soviétique. Nous sommes tous conscients de l'obligation que nous avons explicitement contractée en adoptant notre Loi fondamentale. Nous avons déclaré, à l'époque, que nous agissions également au nom des Allemands mis dans l'impossibilité d'apporter leur contribution. A tout le peuple allemand, des deux côtés de la frontière zonale, nous avons lancé notre appel pour compléter librement, par autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne. Nos compatriotes de la zone d'occupation soviétique ne doivent pas douter un instant, même en ces jours critiques, que nous ne cesserons jamais d'oeuvrer passionnément pour la réalisation de ce grand objectif. Nous sommes sûrs de l'appui de toutes les nations libres du monde, et nous ne doutons pas que le souci national légitime de tout le peuple allemand ne trouve satisfaction. La détermination tenace de tous les Allemands dans l'ensemble de notre pays constitue un préalable à ce succès ; personne au monde ne doit jamais douter de la détermination et de la fermeté allemandes en ce qui concerne ce problème vital pour notre peuple.

Laissez-moi, pour terminer, adresser quelques mots aux habitants du secteur est de Berlin et de la zone. Votre souffrance et vos soucis sont notre souffrance et nos soucis. Dans votre situation si pénible, vous trouviez au moins une consolation dans l'idée que, si votre sort devenait insupportable, vous pourriez y échapper par la fuite. Il semble à présent que cette consolation vous ait aussi été enlevée. Je vous le demande instamment, ne perdez pas l'espoir en un avenir meilleur pour vous et vos enfants. Nous sommes convaincus que les efforts du monde libre et, en particulier, nos propres efforts finiront un jour par réussir à vous rendre la liberté. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes va continuer sa marche triomphale à travers le monde et ne s'arrêtera pas aux frontières de la zone. Un jour, croyez-moi, vous serez unis à nous dans la liberté. Nous ne sommes pas seuls au monde, le droit est de notre côté et, de notre côté, se trouvent aussi tous les peuples épris de liberté.